

Transition énergétique : concilier enjeux environnementaux et sociaux dans une Europe ébranlée



Suzanne Senellart

Gérante de la Stratégie Mirova Europe Environmental Equity



Jean-Pierre Dmirdjian

Analyste ESG Senior spécialisé sur le secteur de l'énergie

En bref

- ▶ **1.** Atteindre la neutralité carbone nécessite de s'orienter vers un mix énergétique dominé par des sources bas-carbone. La production et l'utilisation d'énergie sont actuellement responsables d'environ trois quarts des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne et de la planète.
- ▶ **2.** Il convient de déployer massivement des sources d'énergie renouvelables tout en agissant sur la consommation via l'électrification des usages, l'efficacité énergétique, et les changements de comportements.
- ▶ **3.** Les stratégies Mirova Europe Environmental Equity et Mirova Global Environmental Equity visent à investir dans les acteurs développant des technologies et solutions innovantes agissant sur ces leviers selon les analyses de Mirova. Le secteur de l'Énergie, qui englobe les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique industrielle², représente 30% du portefeuille européen et 43% du portefeuille global au 29/04/2021³.

Tout investissement comporte des risques, y compris de liquidité, de perte en capital, de durabilité et de limites méthodologiques liées aux investissements ESG.

Depuis le début de l'année, l'attention du marché s'est focalisée en particulier sur les enjeux du secteur de l'énergie, en plein tumulte suite à l'attaque militaire lancée en février par la Russie contre l'Ukraine. Les mesures d'embargos consécutives à cette offensive ont accentué les craintes, déjà très palpables au cours des mois précédents, de tension entre l'offre et la demande d'énergie, provoquant une nouvelle flambée des prix, en particulier pour le pétrole et le gaz. Ce contexte inflationniste fait peser une lourde charge sur les États, entreprises et ménages européens, tandis que plane sur le continent le spectre d'une possible pénurie de gaz à court-terme, aux conséquences économiques et sociales potentiellement sévères. Ce choc quasi-inédit pourrait néanmoins servir à faire prendre conscience à la société, pas seulement européenne, des dangers systémiques qui nous guettent inévitablement à plus long-terme si nous perpétons notre dépendance généralisée aux ressources fossiles, d'où qu'elles proviennent, du fait de la finitude de ces dernières.

Anticiper une sortie progressive des énergies fossiles via des actions conjuguées en matière d'électrification des usages, d'accélération du déploiement des énergies renouvelables et d'optimisation de la consommation énergétique, semble dès lors plus que jamais indispensable. Cette transition est nécessaire non seulement en vue d'atteindre globalement l'objectif cardinal de neutralité carbone à long-terme, mais aussi afin de protéger localement les territoires et sociétés, en particulier en Europe, vulnérabilisés du fait de leur dépendance énergétique à l'égard de régimes extérieurs parfois hostiles.

Le plan « REPowerEU », dont l'ébauche dévoilée en mars par la Commission Européenne fut précisée en mai, vise à rendre l'Union Européenne (UE) indépendante des combustibles fossiles russes bien avant 2030, à commencer par le gaz. Ce dispositif doit notamment aider à accélérer le déploiement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à travers les États membres. Il semble s'inscrire en cohérence avec les ambitions environnementales de l'UE, dans la mesure où il renforce le paquet législatif « [Fit for 55](#) » proposé l'an dernier en vue d'adapter les politiques de l'Union pour atteindre 55% de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) en 2030 par rapport aux niveaux de 1990, consolidant ainsi l'objectif ultime du « [Green Deal](#) » d'atteindre zéro émission nette de GES pour l'UE d'ici 2050.

Dans ce papier, nos experts exposent les enjeux environnementaux et sociaux liés au secteur de l'énergie, et expliquent dans quelle mesure les solutions Mirova Europe Environmental Equity Strategy et Mirova Global Environmental Equity Strategy¹, peuvent répondre aux enjeux fondamentaux de décarbonation déclinés en particulier dans le cadre des derniers plans européens.

1. Tout investissement comporte des risques, y compris de liquidité, de perte en capital, de durabilité, et de limites méthodologiques liées aux investissements ESG.

2. Chez Mirova les thématiques énergétiques liées notamment à l'électrification et à l'efficacité pour les secteurs du Transport et des Bâtiments ne sont pas comptabilisées dans le secteur de l'Énergie mais dans les secteurs d'usages correspondants.

3. Source : Mirova

Communication à caractère promotionnel réservée aux clients professionnels et non professionnels au sens de la directive MIF. Veuillez vous référer au prospectus et au document d'informations clés pour l'investisseur avant de prendre toute décision finale d'investissement.

LES VALEURS MENTIONNÉES DANS CET ARTICLE LE SONT À TITRE ILLUSTRATIF UNIQUEMENT ET NE CONSTITUENT EN AUCUN CAS UN CONSEIL EN INVESTISSEMENT, UNE RECOMMANDATION OU UNE SOLlicitation D'ACHAT OU DE VENTE. LES INFORMATIONS FOURNIES REFLÈTENT L'OPINION DE MIROVA À LA DATE DE CE DOCUMENT ET SONT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MODIFIÉES SANS PRÉAVIS.

RÔLE ET IMPACT DE L'ÉNERGIE POUR LA SOCIÉTÉ ET LE CLIMAT

L'évolution de nos sociétés humaines est intimement liée à la découverte et à la maîtrise des sources énergies. Depuis la maîtrise du feu, l'exploitation de la force du vent, de l'eau, jusqu'à l'utilisation du bois, et des combustibles fossiles, l'énergie sous toutes ses formes a accompagné le développement de l'Homme, contribuant à changer ses habitudes de vie et à améliorer son bien-être général, via des avancées humaines, sociales et technologiques majeures.

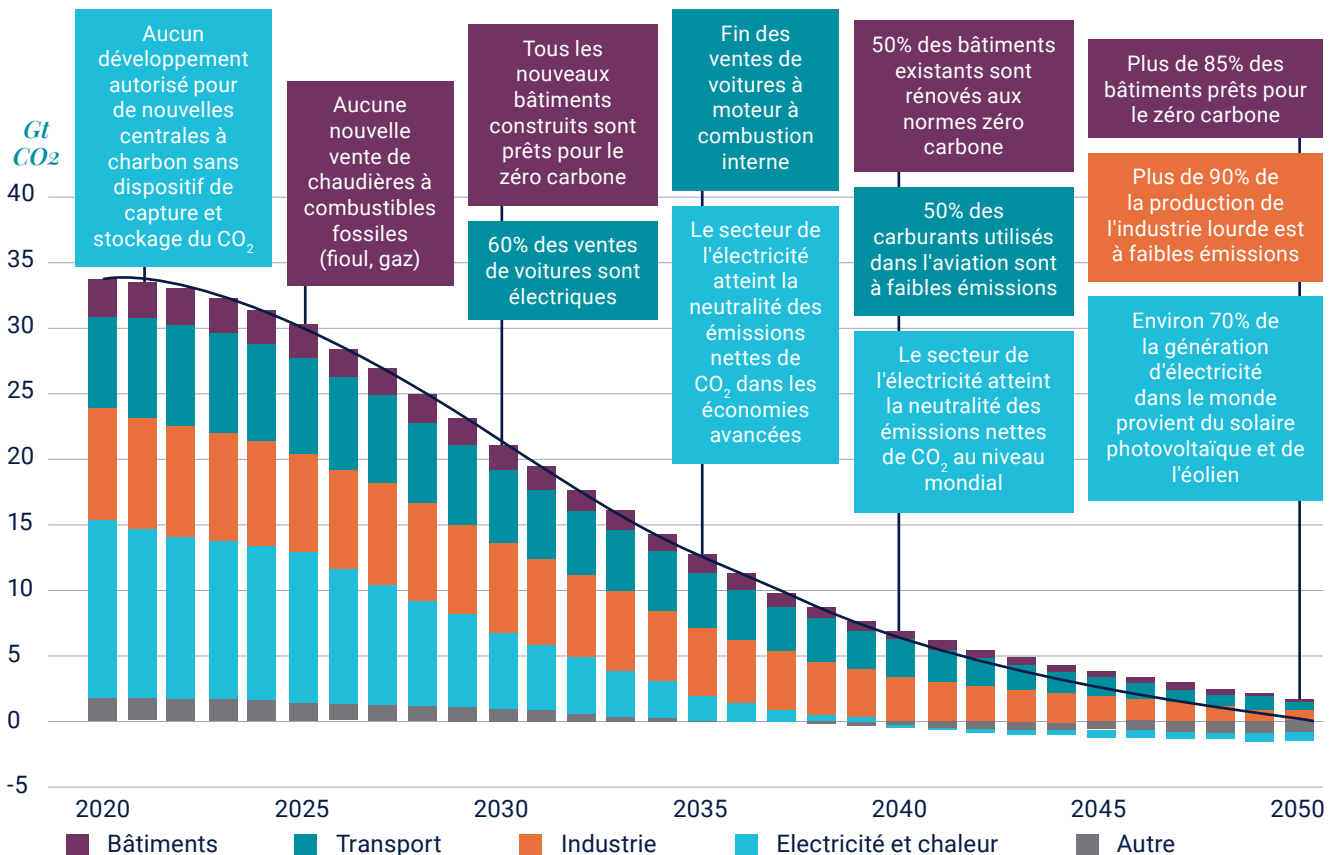
La consommation mondiale d'énergie a commencé à progresser à partir de la révolution industrielle, vers la fin du XVIII^{ème} siècle, grâce à l'exploitation du charbon qui a permis de faire fonctionner de nombreuses machines-outils, et de faire avancer des locomotives et bateaux à vapeur. Elle s'est ensuite accélérée significativement au cours du XX^{ème} siècle avec l'avènement du pétrole et du gaz.

Cependant, les énergies fossiles constituent une source de pollution et de risques environnementaux pour les écosystèmes terrestre, aquatique et atmosphérique. L'extraction, la transformation, le transport, et surtout la combustion en bout de chaîne des énergies fossiles provoquent l'émission d'importantes quantités de gaz à effet de serre, principalement le CO₂, dont l'augmentation de la concen-

tration dans l'atmosphère joue un rôle déterminant dans le réchauffement climatique et contribue à exacerber les catastrophes naturelles.

Afin d'atteindre l'objectif fixé par l'[Accord de Paris](#), qui vise à « contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels », les études du GIEC⁴ ont montré qu'il est nécessaire d'atteindre la neutralité carbone (souvent appelée « Net Zero ») vers le milieu du siècle. Le secteur de l'énergie a un rôle crucial à jouer dans l'atteinte de cet objectif qui repose en priorité sur une réduction drastique des émissions mondiales de Gaz à Effet de Serre. En effet, environ 73% des émissions mondiales de Gaz à Effet de Serre incombent à la chaîne de valeur de l'énergie⁵, allant de sa production à son utilisation à travers l'ensemble des secteurs d'activités. **Le succès de la réduction des émissions liées à l'énergie implique notamment une transition d'un mix de consommation mondial d'énergie primaire aujourd'hui dominé à ~80% par les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) vers un mix d'énergies bas-carbone⁶.**

Étapes clés de la trajectoire de l'AIE pour atteindre la neutralité des émissions nettes de CO₂ en 2050



Sources : Mirova, Agence Internationale de l'Énergie, 2021.

4. Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat

5. Source : <https://ourworldindata.org/emissions-by-sector>

6. Source : Agence Internationale de l'Énergie

LES VALEURS MENTIONNÉES DANS CET ARTICLE LE SONT À TITRE ILLUSTRATIF UNIQUEMENT ET NE CONSTITUENT EN AUCUN CAS UN CONSEIL EN INVESTISSEMENT, UNE RECOMMANDATION OU UNE SOLlicitation D'ACHAT OU DE VENTE. LES INFORMATIONS FOURNIES REFLÈTENT L'OPINION DE MIROVA À LA DATE DE CE DOCUMENT ET SONT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MODIFIÉES SANS PRÉAVIS.

Dans son rapport « [Net Zero by 2050](#) » publié en mai 2021, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a détaillé une feuille de route qui permettrait au secteur de l'énergie d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Ce rapport souligne que la voie pour parvenir à la neutralité carbone est étroite et nécessite une action immédiate, dans tous les pays, pour entamer une transformation sans précédent de la façon dont l'énergie est produite, transportée et utilisée dans le monde.

LA DÉCARBONATION EN ACTIONS AVEC LES STRATÉGIES MIROVA EUROPE ENVIRONMENTAL EQUITY ET MIROVA GLOBAL ENVIRONMENTAL EQUITY

Afin d'atteindre la neutralité carbone pour le secteur de l'énergie, il sera nécessaire de changer nos manières de produire de l'énergie et de repenser les technologies déployées dans divers secteurs et applications pour mieux et moins utiliser cette énergie. Si de nombreuses solutions existent déjà, le besoin en financement pour accompagner la transition énergétique reste considérable, comme l'illustre par exemple la nécessité de multiplier par quatre au cours de cette décennie les nouvelles capacités d'énergies renouvelables ajoutées chaque année, pour respecter la trajectoire de décarbonation proposée par l'AIE. Outre leur contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les technologies permettant de décarboner le secteur de l'énergie sont devenues extrêmement compétitives par rapport aux énergies fossiles, conduisant à un paradigme où impact écologique se conjugue (enfin) avec rationalité économique. Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique industrielle sont deux piliers de décarbonation essentiels auxquels contribuent les stratégies Mirova Europe Environmental Equity et Mirova Global Environmental Equity en investissant dans des acteurs développant des technologies et solutions dédiées.

La trajectoire de décarbonation détaillée par l'AIE dans son rapport phare « Net Zero by 2050 » illustre qu'un déploiement massif d'énergies bas-carbone (principalement issues de sources renouvelables et, dans une moindre mesure, du nucléaire) sera nécessaire en vue d'atteindre la neutralité carbone au milieu du siècle et respecter ainsi les engagements climatiques. Spécifiquement, ce scénario stipule qu'entre 2020 et 2050, la part des énergies vertes dans la consommation mondiale d'énergie primaire devra augmenter considérablement, passant de 12% à 67% entre le début et la fin de cette période (se substituant ainsi largement aux énergies fossiles dont le poids dans le mix devra être réduit de 79% à 22%), la part du nucléaire devant quant à elle plus que doubler, passant d'environ 5% à 11% du mix. **L'AIE précise notamment que, dans cette trajectoire, il faut cesser dès aujourd'hui les investissements liés à l'exploration de nouvelles ressources fossiles et au développement de nouveaux gisements pétroliers ou gaziers (hormis ceux en cours de construction).** Notons en outre que ce scénario vise une réduction de 7,5% en absolu de la consommation mondiale d'énergie primaire entre 2020 (587 exajoules) et 2050 (543 exajoules), du fait d'hypothèses de gains d'efficacité et de sobriété énergétique.

En Europe, le plan « Fit for 55 », récemment renforcé par le plan « REPowerEU », constitue le paquet législatif le plus ambitieux en matière de

LES VALEURS MENTIONNÉES DANS CET ARTICLE LE SONT À TITRE ILLUSTRATIF UNIQUEMENT ET NE CONSTITUENT EN AUCUN CAS UN CONSEIL EN INVESTISSEMENT, UNE RECOMMANDATION OU UNE SOLlicitation D'ACHAT OU DE VENTE. LES INFORMATIONS FOURNIES REFLÈTENT L'OPINION DE MIROVA À LA DATE DE CE DOCUMENT ET SONT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MODIFIÉES SANS PRÉAVIS.



politique environnementale et joue un rôle particulièrement important dans la stratégie de décarbonation de l'Union Européenne. Il fixe en particulier des objectifs contraignants pour la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique européen. Historiquement, le cadre de référence adopté pour la première fois en 2009 fixait comme objectif 20% de la consommation énergétique de l'Union produite à partir d'énergies renouvelables en 2020. Par la suite, la directive européenne avait fixé pour objectif d'atteindre 32% d'énergies renouvelables d'ici à 2030. En juillet 2021, « Fit for 55 » a réhaussé cet objectif en fixant à 40%⁷ la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de l'Union Européenne d'ici 2030. **Le plan « REPowerEU » détaillé en mai 2022 a placé la barre encore plus haut en fixant désormais cette part à 45%, toujours à horizon 2030.**

Afin de concrétiser les ambitions énoncées par la Commission Européenne, il convient d'agir sur plusieurs leviers : la

production, le stockage mais également la consommation d'énergie. L'approche des stratégies Mirova Europe Environmental Equity et Mirova Global Environmental Equity s'inscrit en cohérence avec cette politique via des investissements orientés vers plusieurs types de solutions, principalement pour :

- ▶ **Électrifier massivement nos usages**, notamment en accélérant le développement de la mobilité décarbonée, ou encore en digitalisant nos réseaux de transport d'énergie.
- ▶ **Développer la sobriété énergétique**, notamment en construisant des bâtiments à énergie positive ou à minima non émetteurs, sachant que les bâtiments consomment 40% de l'énergie utilisée dans l'UE et génèrent environ 36% des émissions liées à l'énergie⁸.
- ▶ **Substituer des énergies fossiles par des énergies bas carbone** (principalement hydroélectricité, énergie éolienne, énergie solaire photovoltaïque, bioénergie).

7. Source : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021DC0550&from=EN>

8. Source : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/QANDA_21_3544

Regard sur...

Le mécanisme de fission nucléaire, utilisé dans les centrales nucléaires actuelles, est basé sur la désintégration d'atomes lourds comme l'uranium en éléments plus légers, dégageant de l'énergie. Il permet de produire de l'électricité décarbonée, pilotable et en grande quantité. Autant de raisons pour lesquelles nos sociétés pourront difficilement s'abstenir d'avoir recours à cette source d'énergie au cours des prochaines décennies, s'en dispenser pouvant mettre en péril l'atteinte des objectifs climatiques fondés sur des besoins d'électrification massifs. Dans un contexte d'urgence climatique prégnante, des gouvernements comme la [France](#) et le [Royaume-Uni](#) ont d'ores et déjà annoncé qu'ils prévoyaient des programmes d'ampleur visant à construire plusieurs nouveaux réacteurs au cours des 30 prochaines années.

Si les opportunités inhérentes au nucléaire pour la décarbonation des systèmes énergétiques, essentielle à la lutte contre le changement climatique, semblent bien identifiées, les risques relatifs à cette filière ne doivent cependant pas être occultés, ni minimisés. Nonobstant les encadrements rigoureux qui régissent généralement la filière, en particulier au sein des économies avancées, le risque d'accident nucléaire intrinsèque au processus de fission demeure une constante, à laquelle s'ajoutent les enjeux de fin de vie associés au traitement des combustibles usés et au stockage des déchets ultimes pouvant rester radioactifs sur plusieurs centaines de milliers d'années. À un stade décisif de la transition énergétique, cette balance entre sources d'opportunités et de risques environnementaux et sociaux a conduit Mirova à ne pas adopter de politique d'exclusion systématique concernant le nucléaire. Cela étant, les acteurs exposés à cette filière sont évalués au cas-par-cas, en tenant compte de prérequis minimaux et essentiels incluant la stabilité politique des régions accueillant leurs sites d'activités, le niveau de savoir-faire technique, l'existence d'instances de régulation robustes et indépendantes, ainsi que l'exposition aux aléas naturels.

Le nucléaire peut donc avoir un rôle important à jouer dans le cadre de certaines politiques énergétiques et climatiques, sans constituer pour autant une source pérenne. Outre les risques relatifs aux opérations et à la fin de vie, rappelons que la fission nucléaire présente aussi des risques en amont liés à l'extraction et l'approvisionnement en uranium, dont les réserves sont par nature finies, bien qu'actuellement considérées suffisantes, et accentue la dépendance énergétique de certains États vis-à-vis de la Russie. A contrario, les énergies primaires exploitées par les renouvelables, telles que le rayonnement solaire, la force du vent, l'énergie potentielle de l'eau, ou encore la géothermie, sont disponibles sans réserves.

Enfin, notons qu'il convient de distinguer la technologie de fission nucléaire de celle de la fusion nucléaire. Le phénomène de fusion nucléaire intervient naturellement au cœur des étoiles. Contrairement à la fission, dans la fusion ce sont des noyaux très légers, généralement des isotopes de l'hydrogène, qui s'assemblent pour former des atomes plus lourds, en dégageant une grande énergie. Toutefois, cette réaction ne peut se produire qu'à des températures et des pressions très élevées. En outre, contrairement à la fission, la fusion ne produit pas en elle-même de déchets radioactifs à vie longue. Elle est également plus sûre que la fission, dans la mesure où elle ne présente pas de risque d'emballement, puisqu'elle s'arrête spontanément si le plasma redescend en dessous de seuils critiques de température ou de densité. Cette filière, qui peine depuis les années 1960 à dépasser le stade de la recherche fondamentale, a connu un regain d'intérêt⁹ au cours des dernières années, principalement sous l'impulsion d'entreprises privées. En effet, les progrès réalisés dans la science des matériaux et les capacités informatiques permettent aujourd'hui d'imaginer des approches différentes de celles sur lesquelles les agences nationales et internationales travaillent depuis longtemps. Si de nombreuses incertitudes restent à lever pour démontrer sa faisabilité industrielle, les dernières percées technologiques sont de nature à permettre aux plus fervents partisans de la fusion nucléaire de viser la commercialisation de réacteurs fournissant de l'électricité au réseau dès le début de la prochaine décennie¹⁰. Si elle tient ses promesses, la fusion nucléaire pourrait alors révolutionner les systèmes énergétiques durables du futur.

Les stratégies Mirova Europe Environmental Equity et Mirova Global Environmental Equity ont vocation à accompagner la croissance des acteurs engagés dans le développement de sources de production d'énergie décarbonée et durables à long-terme.

9. <https://www.pourlascience.fr/sd/technologie/fusion-nucleaire-la-grande-acceleration-23361.php>

10. <https://cfs.energy/news-and-media/commonwealth-fusion-systems-closes-1-8-billion-series-b-round>

LA PART BELLE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR LA GÉNÉRATION D'ÉLECTRICITÉ

Au niveau mondial, les technologies d'énergie renouvelable sont essentielles en vue de réduire les émissions de la génération d'électricité. L'hydroélectricité est une source à faibles émissions de premier plan depuis de nombreuses décennies, qui présente cependant des limites en termes de potentiel d'expansion de capacité. C'est principalement l'essor de l'éolien et du solaire qui permettra de tripler la production d'énergies renouvelables d'ici 2030 et de la multiplier par plus de huit d'ici 2050, selon le scénario NZE (Net Zero Emissions) de l'AIE. La part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité dans le monde passerait de 29 % en 2020 à plus de 60 % en 2030 et à près de 90 % en 2050, selon ce scénario. Pour y parvenir, les ajouts annuels de capacité éolienne et solaire entre 2020 et 2050 devront être cinq fois plus élevés que la moyenne au cours des trois dernières années. Les énergies renouvelables pilotables seront essentielles pour maintenir la sécurité de l'approvisionnement en électricité, de même que d'autres sources à faible émission de carbone, ainsi que le stockage de l'énergie et des réseaux électriques robustes. Dans le NZE, les principales énergies renouvelables pilotables à l'échelle mondiale en 2050 sont l'hydroélectri-

city (12 % de la production), la bioénergie (5 %), la concentration d'énergie solaire (2 %) et la géothermie (1 %).

Outre la génération, les énergies renouvelables jouent également un rôle important dans la réduction des émissions des secteurs du [bâtiment](#), de l'industrie et des transports. Les énergies renouvelables peuvent y être utilisées soit indirectement, via la consommation d'électricité ou le chauffage urbain qui a été produit par les énergies renouvelables, soit directement, principalement pour produire de la chaleur.

PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE POUR LE DÉPLOIEMENT DE L'ÉOLIEN ET DU SOLAIRE

Au cours de la dernière décennie, la capacité installée totale du parc éolien et solaire dans le monde a augmenté significativement, passant de 220 GW en 2010, à 1 476 GW en 2020. En 2021, dans un contexte général pourtant caractérisé par un engorgement des chaînes d'approvisionnement, de coûts des matières premières élevés et d'allongements de délais d'installation principalement liés aux effets de la crise sanitaire (cette combinaison ayant contribué à une nette sous-performance boursière des acteurs du secteur), les ajouts annuels de capacités renouvelables ont battu un nouveau record, progressant de 6 % à près de 295 GW¹¹,

11. Source : <https://www.iea.org/reports/renewable-energy-market-update-may-2022>

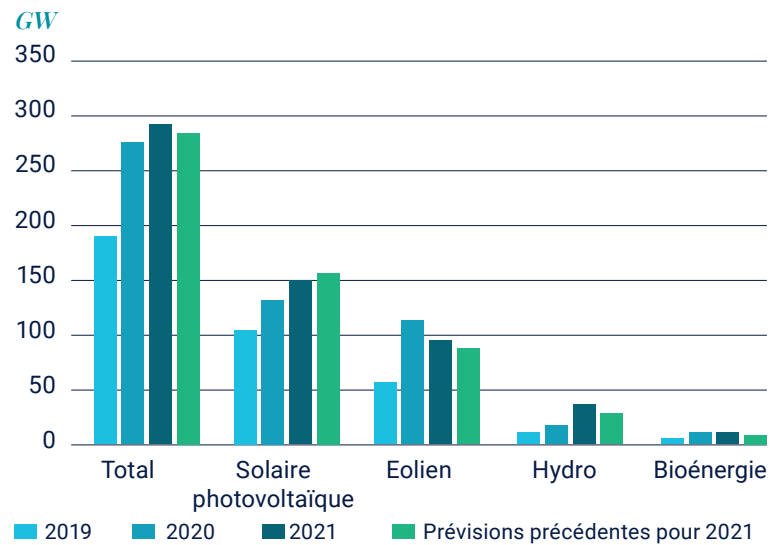
avec une activité toujours soutenue pour la Chine qui représente à elle-seule c.46% des nouveaux volumes installés au niveau mondial. Selon l'AIE, la capacité d'énergie renouvelable devrait encore augmenter de plus de 8% en 2022, atteignant près de 320 GW. Cependant, l'AIE considère que, à moins de mettre rapidement en œuvre de nouvelles politiques, la croissance devrait rester stable en 2023 car l'expansion du solaire photovoltaïque ne saurait compenser entièrement la baisse de l'hydroélectricité et les ajouts réguliers d'éoliens d'une année sur l'autre.

D'après les modélisations de l'AIE, si l'ensemble des engagements climatiques annoncés par les gouvernements à travers le monde sont tenus, alors, selon son scénario APS (Announced Policies Scenario), la capacité installée cumulée au niveau mondial de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire photovoltaïque pourrait dépasser 5 000 GW d'ici 2030 et avoisiner 10 000 GW en 2040, confirmant un potentiel de croissance de capacités considérable au cours des prochaines décennies.

Toutefois, il convient de noter que, si l'on se réfère au scénario NZE (Net Zero Emissions) établi par l'AIE, les ambitions et les investissements à travers le monde pour le développement de ces deux filières apparaissent insuffisants et doivent être encore davantage renforcés en vue de garder le cap avec une trajectoire permettant au secteur global de l'énergie d'atteindre la neutralité carbone en 2050. En effet, le scénario NZE suggère que l'atteinte de cet objectif nécessitera une capacité installée totale du parc éolien et solaire de plus de 8 000 GW à horizon 2030 et 17 500 GW à horizon 2040.

En Europe, pour respecter l'objectif initial de « Fit for 55 » de 40% de la consommation énergétique de l'UE produite à partir d'énergies renouvelables en 2030, la Commission Européenne a souligné en mars, lors de la parution de l'ébauche du plan « REPowerEU »¹², que l'UE devait atteindre d'ici 2030 une capacité installée de 480 GW pour l'énergie éolienne et de 420 GW pour l'énergie solaire photovoltaïque. Ces objectifs reflètent un quasi-triplement en 10 ans de la capacité installée dans l'éolien (179 GW à fin-2020) et dans le solaire photovoltaïque (environ 140 GW à fin-2020). Dans le plan « REPowerEU » détaillé en mai incluant un relèvement à 45% de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de l'UE à horizon 2030, la Commission Européenne a indiqué qu'elle préconise des objectifs de capacités installées encore plus ambitieux d'ici 2030, spécifiquement de 510 GW désormais pour l'énergie éolienne (+6 % par rapport à la cible initiale) et surtout 600 GW pour l'énergie solaire (+43 %).

Additions nettes de capacités d'énergie renouvelable, 2019-2021



- ▶ **Dans l'éolien, sur la base des indications du lobby industriel WindEurope¹³, il s'agirait donc d'installer 148 GW supplémentaires par rapport à ce que l'UE a promis dans ses Plans nationaux énergie et climat 2030 pour atteindre la cible de 510 GW du plan « REPowerEU ».** Sachant que l'UE a ajouté 10.5 GW de nouvelle capacité d'énergie éolienne en 2020, et devrait en installer 15 GW par an au cours de la période 2021-2025 (selon WindPower Europe), une accélération significative s'avère dès lors indispensable, notamment dans la deuxième moitié de cette décennie, pour atteindre la cible prévue impliquant de construire environ 33 GW par an en moyenne d'ici 2030. L'éolien maritime pourrait aider à accélérer le déploiement de capacités compte tenu de turbines plus puissantes que dans le terrestre. Notons en outre que le plan « Fit for 55 » publié en juillet 2021 intègre un objectif explicite de 300 GW¹⁴ d'énergie éolienne en mer dans tous les bassins maritimes de l'Union à horizon 2050.
- ▶ **Dans le solaire, la Commission Européenne vise désormais une capacité installée de 600 GW d'ici 2030, (dont un doublement à 320 GW d'ici 2025). L'atteinte de cet objectif nécessitera d'ajouter chaque année 46 GW en moyenne d'ici 2030 de capacité dans le solaire, traduisant une accélération significative par rapport au rythme d'installation actuellement de l'ordre de 20 GW par an au sein de l'UE.** L'accélération des installations dans le solaire repose notamment sur l'instauration progressive d'obligations légales d'installation de panneaux solaires sur les nouveaux bâtiments, publics, commerciaux et résidentiels.

12. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM%3A2022%3A108%3AFIN>

13. <https://windeurope.org/wp-content/uploads/files/policy/position-papers/20210317-WindEurope-Fit-for-55-position-paper.pdf>

14. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52021PC0557>

Afin d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables, la Commission souhaite lutter contre la lenteur et la complexité des procédures d'octroi de permis pour les grands projets et envisage une modification ciblée de la directive sur les énergies renouvelables afin de reconnaître les énergies renouvelables comme relevant d'un intérêt public supérieur. Les États membres devraient mettre en place des « zones propices » au déploiement des énergies renouvelables, bénéficiant de procédures d'octroi de permis raccourcies et simplifiées, là où les risques environnementaux sont moindres.

EFFICACITÉ ET SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE : DES LEVIERS DE DÉCARBONATION MAJEURS

Dans son scénario NZE, l'AIE table sur une amélioration de l'intensité énergétique de l'économie mondiale de 35% d'ici 2030, expliquée par les gains d'efficacité énergétique combinés à l'électrification des usages ainsi qu'aux changements de comportements. Dans ce scénario, l'économie mondiale connaît une expansion d'environ 40% d'ici 2030 en raison de populations et de niveaux de revenus plus élevés, mais consomme près de 7% d'énergie en moins par rapport à 2020.

L'électrification des transports, du chauffage des espaces et de l'eau, ainsi que de nombreuses applications industrielles, permet de gagner en efficacité et de réduire les émissions, nécessitant toutefois d'accroître de 40% la production d'électricité d'ici 2030, selon le scénario NZE. Les équipements électriques sont beaucoup plus efficaces que leurs équivalents alimentés directement par des combustibles fossiles. Les pompes à chaleur électriques, par exemple, sont trois à quatre fois plus efficaces que l'utilisation de combustibles fossiles pour la production de chaleur. Enfin, les changements de comportement font également partie intégrante du scénario NZE. Ils incluent notamment le réglage des températures pour le chauffage et la climatisation, des changements de modes de transport, mais aussi davantage de recyclage.

En Europe, la régulation sur l'efficacité énergétique a été renforcée par les plans « Fit for 55 » puis « REPowerEU » dans la mesure où ils comportent de nombreux objectifs réhaussés en matière d'optimisation de consommation énergétique. En effet, la directive proposée en juillet 2021

15. https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/proposal_for_a_directive_on_energy_efficiency_recast.pdf

16. https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/proposal_for_a_directive_on_energy_efficiency_recast.pdf

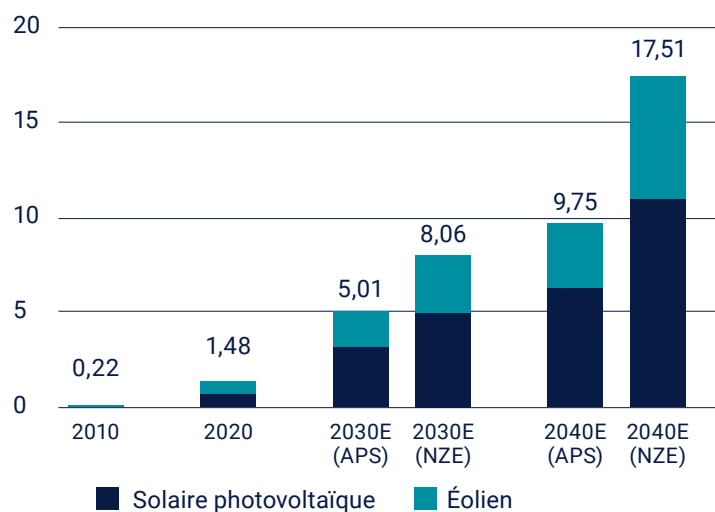
17. https://energy.ec.europa.eu/data-and-analysis/energy-modelling/eu-reference-scenario-2020_en

18. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:52022DC0240&from=EN>

19. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:52022DC0240&from=EN>

Scénarios de croissance de la capacité installée mondiale pour l'éolien et le solaire photovoltaïque

Terawatt



Source : Mirova, IEA World Energy Outlook 2021

APS = "Announced Policies Scenario", un scénario fondé sur l'hypothèse que les engagements pris par les gouvernements à travers le monde, y compris les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les objectifs à plus long terme de zéro émission nette, seront tenus intégralement et dans les délais prévus.

NZE correspond au scénario Zéro Emission Nette de l'AIE en 2050, qui définit une feuille de route étroite mais réalisable pour permettre au secteur mondial de l'énergie d'atteindre zéro émission nette en 2050. Ce scénario s'appuie uniquement sur les réductions d'émissions du secteur de l'énergie pour atteindre ses objectifs.

par le plan « Fit for 55 » sur l'efficacité énergétique tablait sur une réduction d'ici 2030 de 39%¹⁵ de la consommation d'énergie primaire et de 36%¹⁶ de la consommation d'énergie finale (contre 32,5% auparavant pour l'ensemble) par rapport à 2007. Plus spécifiquement, cet objectif renforcé impliquait que les États membres s'assurent collectivement d'une réduction de la consommation d'énergie de l'UE d'au moins 9% en 2030 par rapport aux projections du Scénario de référence 2020¹⁷. **Le plan « REPowerEU » détaillé en mai va plus loin en matière d'économies d'énergie puisqu'il relève de 9% à 13%¹⁸ l'objectif contraignant de réduction de consommation d'énergie**, ce qui limiterait la consommation d'énergie finale de l'UE à 752 Millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en 2030. La Commission Européenne estime que cet objectif est à la portée de l'UE, sachant que certaines études évoquent comme techniquement envisageable un potentiel de réduction pouvant atteindre 19%¹⁹.

Dans le secteur public, une rénovation annuelle d'au moins 3% de la surface totale des bâtiments de chaque pays sera requise afin de combattre plus largement la précarité énergétique de certains citoyens européens, notamment les occupants de logements sociaux. Dans l'attente d'un accord sur les mesures législatives, la Commission Européenne rappelle que nous pouvons réaliser des économies d'éner-

gie immédiates en modifiant nos comportements. En coopération avec l'AIE, elle avait notamment lancé un plan en neuf points intitulé « Playing my part »²⁰ pour réduire la consommation d'énergie dans l'UE, via des mesures telles que le recours au télétravail, la réduction de la vitesse sur les routes, le covoiturage, l'amélioration des transports collectifs, la baisse du chauffage, etc.

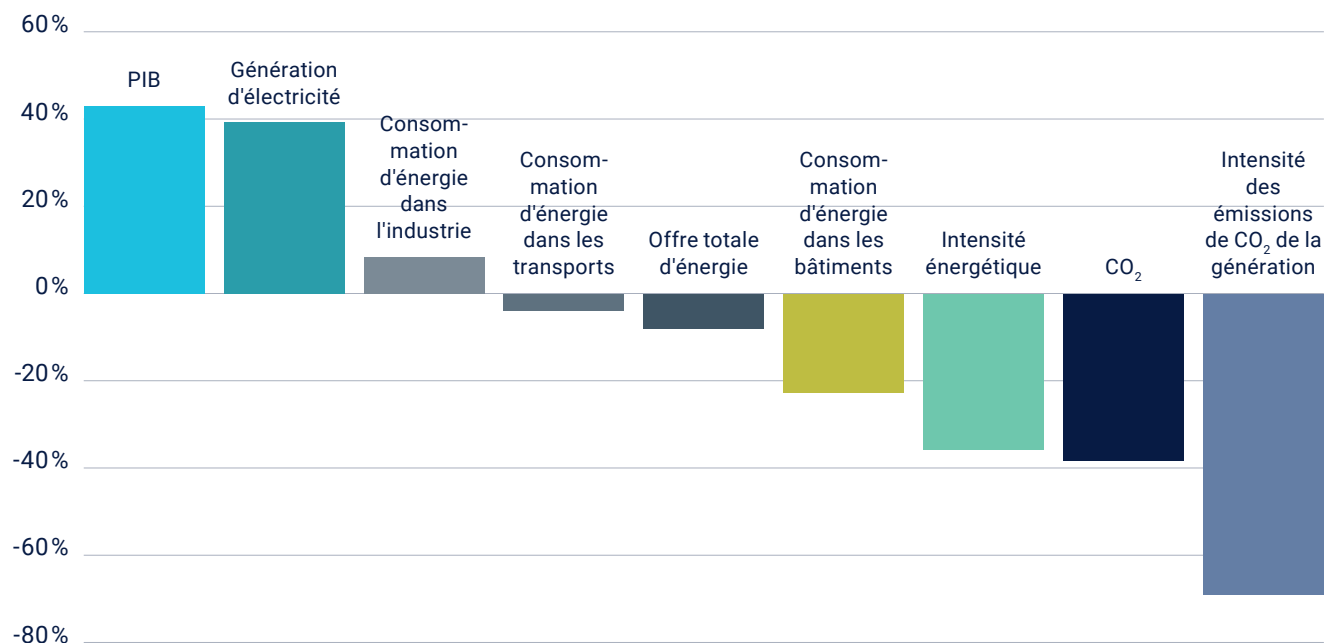
Généralement, les investissements dans l'efficacité énergétique concernent en priorité les bâtiments, et, dans une moindre mesure, le transport et l'industrie. En effet, selon l'AIE, ces investissements ont totalisé approximativement 270 Md\$ par an au niveau mondial au cours de la période 2015-2020, dont c.170 Md\$ dédié au bâtiment, c.60 Md\$ au transport, et c.40 Md\$ à l'industrie.

Si l'on se concentre sur l'industrie, les systèmes de gestion de l'énergie, qui aident les entreprises à identifier les opportunités ou à améliorer les technologies d'efficacité énergétique, ont été mis en œuvre dans de nombreux pays. Cependant, il n'y a qu'un petit nombre de politiques d'efficacité énergétique obligatoires ciblant le secteur industriel au-delà de ces systèmes de gestion, des audits énergétiques obligatoires et des normes énergétiques de performance minimale pour les moteurs électriques industriels. Le secteur de l'industrie est pourtant la deuxième plus grande source d'émissions de CO₂ après la production d'électricité, avec des émissions totales d'environ 8,7 Gt de CO₂ en 2020²¹.

Trois industries lourdes – l'acier, la chimie et le ciment – représentent près de 60% de la consommation d'énergie de l'industrie et environ 70% de ses émissions de CO₂²². L'un des principaux leviers pour consommer moins d'énergie dans les secteurs de l'acier est d'augmenter la part d'utilisation de débris métalliques (scrap). Dans le secteur des produits chimiques, le recyclage des plastiques joue un rôle essentiel à l'efficacité énergétique. Le secteur du ciment cherche pour sa part à réduire l'utilisation de clinker et favoriser les sources d'énergie alternatives.

Contrairement aux industries lourdes, dans l'industrie légère, qui inclut notamment la fabrication de véhicules, de machines, d'aliments, de bois, de textiles et d'autres biens de consommation, ainsi que le secteur de la construction et de l'exploitation minière, la plupart des technologies de décarbonation sont prêtes à être déployées. En effet, plus de 90% de la demande en chaleur dans l'industrie légère est à basse et moyenne température, ce qui permet de passer plus facilement des combustibles fossiles à des processus électriques plus efficaces, en particulier les pompes à chaleur²³. Par conséquent, malgré une empreinte énergétique et carbone plus faible, l'industrie légère a un potentiel d'économie d'énergie plus élevé que l'industrie lourde, représentant 70% des économies d'énergie totales du secteur industriel selon l'AIE.

Indicateurs macroéconomiques et énergétiques pour la période 2020-2030, selon le scénario NZE d'ici 2050 de l'AIE



Source: Mirova, AIE (Energy Efficiency report, 2021)

20. <https://www.iea.org/reports/playing-my-part>

21. Source : Agence Internationale de l'Énergie

22. Source : Agence Internationale de l'Énergie

23. Source : Agence Internationale de l'Énergie

« REPOWER EU »: UN PLAN POUR RENDRE L'EUROPE INDEPENDANTE DES COMBUSTIBLES FOSSILES RUSSES, MAIS AUSSI UN LEVIER POUR ACCÉLÉRER SA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Suite à l'attaque militaire lancée en février par la Russie contre l'Ukraine, l'enjeu de l'indépendance énergétique est devenu particulièrement prégnant pour l'Europe. Pour parvenir à faire sortir l'Europe de sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes bien avant 2030, à commencer par le gaz, la Commission Européenne a proposé en mars une ébauche de plan intitulé « REPowerEU²⁴ », qu'elle a détaillé en mai²⁵, visant à renforcer la résilience du système énergétique de l'UE. Ce plan s'appuie sur deux piliers :

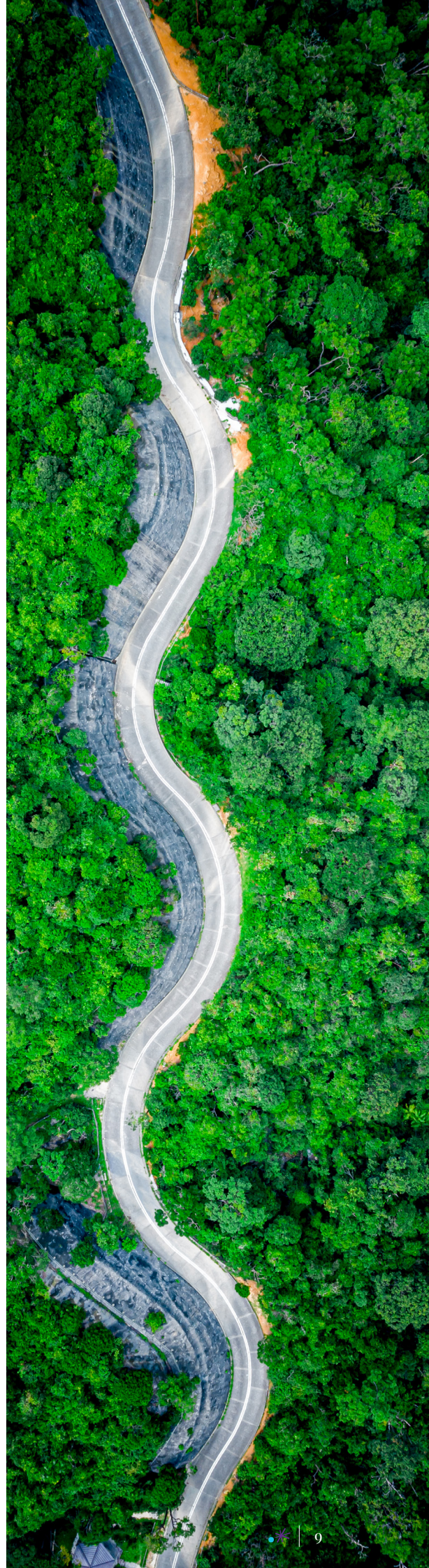
- ▶ **Diversifier l'approvisionnement en gaz**, grâce à une augmentation des importations de gaz naturel liquéfié (GNL), et par gazoduc provenant de fournisseurs non-russes, ainsi qu'à un accroissement des volumes de production et d'importations de biométhane et d'hydrogène.
- ▶ **Réduire plus rapidement l'utilisation des combustibles fossiles** dans les habitations, les bâtiments, l'industrie et le système électrique, en renforçant notamment l'efficacité énergétique, et en augmentant le recours aux énergies renouvelables et à l'électrification.

Selon la Commission Européenne, la mise en œuvre complète des propositions du plan « Fit for 55 » devait déjà permettre de réduire la consommation annuelle de gaz fossile de l'UE d'environ 30%, soit environ 100 milliards de mètres cubes, d'ici 2030. Avec le plan « REPowerEU », la Commission Européenne estime que cette réduction pourrait être d'au moins 155 milliards de mètres cubes (soit l'équivalent du volume importé de Russie en 2021), dont près des deux tiers pourraient être atteints dans un délai d'un an.

Hormis le volet lié à la diversification à court-terme des importations de gaz fossile, le plan REPowerEU vise à favoriser l'accélération du déploiement des énergies renouvelables et des économies d'énergie au cours de cette décennie. Outre les mesures détaillées précédemment concernant l'accélération du déploiement des sources éoliennes et solaires pour les énergies renouvelables, ainsi que de la sobriété énergétique, les principales autres ambitions annoncées par la Commission Européenne concernent : i) le doublement de son objectif de production de biométhane à 35 milliards de mètres cube par an d'ici 2030 (contre 17 milliards de mètres cube visé au préalable) ; ii) l'hydrogène renouvelable, avec 20 millions de tonnes supplémentaires visées d'ici 2030 (dont 10 millions de tonnes d'hydrogène renouvelable importé de sources diverses, et 5 millions de tonnes supplémentaires produites en Europe, en plus des 5 millions de tonnes déjà prévues) ; et iii) un doublement du rythme de déploiement des pompes à chaleur avec comme objectif d'installer 10 millions d'unités en cumulé sur les cinq prochaines années, et d'atteindre 30 millions de pompes à chaleur d'ici 2030. Enfin, le plan envisage des mesures visant à intégrer l'énergie géothermique et solaire thermique dans des systèmes de chauffage urbains et collectifs modernisés.

24. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_1511

25. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_22_3131



AU COEUR DES STRATÉGIES MIROVA EUROPE ENVIRONMENTAL EQUITY ET MIROVA GLOBAL ENVIRONMENTAL EQUITY

Les valeurs mentionnées dans cet article le sont à titre illustratif uniquement et ne constituent en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente. Les informations fournies reflètent l'opinion de Mirova à la date de ce document et sont susceptibles d'être modifiées sans préavis.



Focus sur VESTAS : *Un des leaders mondiaux des turbines éoliennes*

Fondé en 1945, Vestas²⁶ est un groupe pionnier dans le développement de l'énergie éolienne, activité à laquelle il est aujourd'hui entièrement consacré. Il emploie 29 000 collaborateurs qui conçoivent, fabriquent, installent, opèrent et entretiennent des éoliennes déployées dans le monde entier. Depuis sa première éolienne installée en 1979, Vestas a installé à travers 83 pays un total de 129 GW cumulé de capacités éoliennes qui ont permis d'éviter, selon les estimations de la société, l'émission de 1,5 milliard de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Vestas figure comme l'un des acteurs emblématiques de l'industrie des énergies renouvelables et contribue à la lutte contre le réchauffement climatique.

Activités :

Vestas est un des leaders de la fabrication d'éoliennes avec une part de marché d'environ 15-20% au niveau mondial. C'est le seul acteur véritablement global avec 57% de son chiffre d'affaires en 2021 réalisé en Europe, Moyen-Orient et Afrique, 31% dans les Amériques et 13% dans la région Asie-Pacifique. Son portefeuille de produits et de services inclut les activités suivantes :

- ▶ Conception, fabrication et installation d'éoliennes onshore et offshore ;
- ▶ Opérations et maintenance ;
- ▶ Services de réparations, d'optimisation de parcs, et de solutions digitales ;
- ▶ Recherche et développement.

« Nous pensons que l'éolien constituera l'épine dorsale des systèmes énergétiques durables de demain, et nous concentrons tous nos efforts sur le développement de solutions renouvelables qui accélèrent la transition énergétique. »

(Source : Vestas, rapports annuels 2020 et 2021)

*Taux de Croissance Annuel Moyen

Chiffres-clés

- ▶ Livraisons de turbines (GW) TCAM* 2017-2021 : **+17,3 %**
- ▶ Chiffre d'affaires TCAM* 2017-2021 : **+11,9 %**
- ▶ Marge Ebit cible²⁷ : **> 10 % d'ici 2025**

Source : Vestas, 2021



Focus sur VOLTALIA : *Entreprise à mission²⁸ : améliorer l'environnement mondial en favorisant le développement local*

Voltalia²⁹ est un acteur indépendant des énergies renouvelables, spécialisé dans les petites et moyennes unités de production. Il est présent dans l'éolien, le solaire, l'hydroélectricité et la biomasse. Il développe également des solutions de stockage, et est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur : conception, développement, construction, exploitation et maintenance, pour compte propre et pour compte de tiers. Ses revenus se répartissent entre la vente d'énergie (44% des revenus en 2021) et les services (56%). Le groupe fut fondé en 2005 et emploie aujourd'hui 1 300 collaborateurs présents dans 20 pays en Amérique du Sud, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

26. Titre présent dans le portefeuille de la stratégie Mirova Europe Environmental Equity .

27. Mesure du bénéfice d'exploitation d'une entreprise en pourcentage de son chiffre d'affaires. L'acronyme EBIT signifie bénéfice avant intérêts et impôts.

28. Il s'agit pour une entreprise d'affirmer publiquement sa raison d'être, ainsi qu'un ou plusieurs objectifs sociaux et environnementaux qu'elle se donne pour mission de poursuivre dans le cadre de son activité.

29. Titre présent dans le portefeuille de la stratégie Mirova Europe Environmental Equity

Activités :

En tant que producteur d'électricité indépendant, Voltalia a généré et vendu, en 2021, 4,1 TWh d'électricité renouvelable produite à partir de ses centrales à travers de nombreux pays dans le monde. Sa production est vendue par le biais de tarifs de rachat, de prix définis par appel d'offres, dans le cadre de vente directe sur le marché libre ou directement cédée à des clients finaux par le biais de contrats à long terme d'achat d'électricité verte.

Le groupe agit également en tant que prestataire de services pour : i) le développement de projets d'énergies renouvelables, en intervenant sur toutes les étapes du développement, de l'évaluation du potentiel et de la sécurisation des meilleurs spots au lancement de la construction après avoir obtenu tous les permis et autorisations nécessaires ; ii) la construction, via la fourniture de services EPC complets, de la conception de la centrale à sa mise en service, et iii) des activités d'Opération et de Maintenance (O&M).

Participation à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'accès à l'énergie :

Avec une capacité installée de 1 129 MW à fin 2021 contre 43 MW en 2012 (dont +452 MW ajoutés sur les deux dernières années), Voltalia est un acteur des énergies renouvelables qui contribue significativement à la lutte contre le réchauffement climatique et à la transition énergétique, notamment en accélérant le déploiement de nouvelles capacités à faibles niveaux d'émissions de gaz à effet de serre. En 2021, le mix de production d'énergie de la société était composé pour 88,1 % d'éolien, 9,4 % de solaire, 0,8 % de biomasse, 0,5 % d'hydraulique et 1,1 % d'hybride. Ce mix permet à Voltalia d'afficher pour ses sites en exploitation une intensité carbone particulièrement faible de 11,6 gCO₂/kWh en moyenne. En outre, Voltalia consacre une partie de son activité à renforcer l'accès à l'énergie dans les pays où le réseau énergétique n'est pas suffisamment développé, ainsi que dans les zones reculées et non desservies par un réseau existant.

« Convaincus que les énergies renouvelables sont le point de rencontre entre le développement humain et la préservation du climat, notre 'société à mission' s'est fixé pour but d'améliorer l'environnement mondial en favorisant le développement local. » (Source : Voltalia rapports annuels 2020 et 2021)

Chiffres-clés

- ▶ Capitalisation boursière : **2,04 mds €** (au 01/06/2022)
- ▶ Capacité installée **1,7 GW** en 2021, en hausse de **34 %** par rapport à fin 2020. Objectif 2023 : **2,6 GW**
- ▶ Marge Ebitda 2021 reportée³⁰ : **29,8 %**

Source : Voltalia, 2021



Focus sur SCHNEIDER ELECTRIC : *Au service de l'efficacité et du développement durable*

Schneider Electric³¹ propose une gamme de produits, de logiciels et de services combinant gestion de l'énergie, et automatisation et efficacité des processus. L'activité de gestion de l'énergie permet aux secteurs de l'habitation résidentielle, des bâtiments tertiaires, des data centers, de l'industrie et des infrastructures, de tendre vers plus d'électrique et de numérique, contribuant ainsi à leur transition vers la neutralité carbone. Les technologies d'automatismes industriels favorisent la mise en place de processus sûrs, résilients, et performants sur le plan énergétique. Le groupe emploie plus de 128 000 collaborateurs répartis dans plus de 100 pays.

Segments d'activités et typologies de produits et de services :

- ▶ **La division Gestion de l'énergie** (77 % du chiffre d'affaires 2021) propose une offre technologique de produits et de services partageant un objectif commun de gestion de l'efficacité de l'énergie. Ces produits et services comprennent notamment des équipements de moyenne et basse tension, l'automatisation des bâtiments et des réseaux, l'énergie sécurisée, ainsi que des logiciels de gestion intégrant l'ensemble du cycle de vie, de la conception et la construction jusqu'à l'exploitation et la maintenance.

30. Mesure du bénéfice d'exploitation d'une entreprise en pourcentage de son chiffre d'affaires. L'acronyme EBITDA signifie bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement.

31. Titre présent dans le portefeuille de la stratégie Mirova Europe Environmental Equity.

- **La division Automatismes industriels** (23 % du chiffre d'affaires 2021) inclut les activités d'automatismes et contrôle industriels pour les industries manufacturières et de procédés. Elle permet d'optimiser les chaînes d'approvisionnement et de transformer les installations existantes en usines intelligentes.

Gains d'efficacité en termes d'énergie, mais aussi de CO₂ et d'utilisation des ressources :

La raison d'être de Schneider Electric est « permettre à chacun de tirer le meilleur de son énergie et de ses ressources, afin de concilier progrès et développement durable pour tous ». Le groupe juge le bon alignement de ses activités avec cette mission via son chiffre d'affaires « vert » qu'il définit comme ses revenus provenant d'offres qui apportent à ses clients des gains d'efficacité aussi bien en termes d'énergie, que de CO₂ ou de consommation des ressources. Il ambitionne une part de 80 % pour ce chiffre d'affaires d'ici 2025, contre 71 % mesuré par le groupe en 2021.

« Notre mission est d'être le partenaire digital de nos clients au service du développement durable et de l'efficacité, et d'apporter la digitalisation comme outil d'efficacité et de collaboration dans les logements, les bâtiments, les centres de données, les villes et leurs infrastructures, ainsi que bien sûr, dans l'industrie. »

(Source : Schneider Electric)

Chiffres-clés

- Capitalisation boursière : **71,8 mds €** (au 01/06/2022)
- Croissance organique 2017-2021 : **+4 %**
- Marge Ebitda 2021³² : **17,3 %**

Source : Schneider Electric, 2021



Focus sur EDP RENOVAVEIS :

La branche cotée de EDP exclusivement dédiée aux renouvelables

Filiale d'EDP Energias de Portugal, EDP Renovaveis³³ est une société spécialisée dans les énergies renouvelables qui développe, construit et exploite des parcs éoliens et des centrales solaires. EDPR est le quatrième producteur mondial d'énergie éolienne. Le groupe a connu un développement soutenu au cours des dernières années, dispose d'actifs de premier ordre et d'un solide pipeline de développement. Il est actuellement présent dans 26 pays dans le monde et emploie environ 2 150 personnes³⁴.

Activités³⁵ :

EDP Renovaveis est une société d'énergie intégrée impliquée dans le développement, la construction et l'exploitation de projets d'énergie renouvelable en Europe, en Amérique du Nord et au Brésil. Le portefeuille de la société se compose principalement de projets d'énergie éolienne et de centrales solaires à grande échelle. A fin 2021, EDPR disposait d'une capacité installée de 12,5 GW, dont 11 845 MW dans l'éolien et 645 MW dans le solaire photovoltaïque. Le groupe a prévu un plan d'investissement de 19 milliards d'euros sur 2021-25 pour développer une base installée de 20 GW supplémentaires d'énergie renouvelable, principalement dans l'éolien (terrestre et maritime) et le solaire. Enfin, notons que la société est également impliquée dans des partenariats industriels visant à développer des projets de production d'hydrogène renouvelable.

Chiffres-clés

- Capacité installée : **12,5 GW** à fin 2021, vs. 9,3 GW à fin 2015.
- Objectif : installer **4 GW/an** sur 2021-2025
- Chiffre d'affaires 2021 : **1 758 millions d'euros**

Source : EDPR 2021

32. Mesure du bénéfice d'exploitation d'une entreprise en pourcentage de son chiffre d'affaires. L'acronyme EBITDA signifie bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement.

33. Titre présent dans le portefeuille de Mirova Global Environmental Equity Strategy

34. Source : <https://www.edpr.com/en>

35. Sources : https://www.edpr.com/sites/edpr/files/2021-04/CMD_EDPR.PDF

<https://www.edpr.com/en/offshore#description>

<https://www.edpr.com/en/onshore-2#description>

<https://www.edpr.com/en/solar-EDPR#description>

Principales activités :

- ▶ **Energie éolienne terrestre** (95 % de la capacité installée à fin 2021)³⁶
- ▶ **Energie solaire photovoltaïque** (5 % de la capacité installée à fin 2021)³⁶

« Aujourd'hui, les technologies des énergies renouvelables sont de plus en plus reconnues comme des investissements susceptibles de procurer des avantages économiques directs et indirects. L'énergie renouvelable peut réduire la dépendance nationale aux combustibles importés, améliorant ainsi les déséquilibres commerciaux et renforçant la sécurité énergétique tout en propulsant le développement économique et en créant des emplois. » (Source : EDPR³⁷)



Focus sur ACCIONA ENERGÍA :

Pure player historique entré en Bourse en 2021

Acciona Energía³⁸ est l'un des plus grands acteurs mondiaux exclusivement consacré à la production d'énergie renouvelable. Le groupe possède et exploite des actifs principalement dans l'éolien et le solaire, regroupés autour de cinq hubs rassemblant 16 pays à travers le monde : Espagne, Europe (composé de la Croatie, de la Hongrie, de l'Italie, de la Pologne, du Portugal et de l'Ukraine), Amérique (incluant le Canada, le Chili, le Costa Rica, le Mexique et les États-Unis), Australie, et Autre (composé de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de l'Égypte). Depuis sa création il y a plus de 30 ans, le groupe est engagé à produire exclusivement de l'énergie à partir de sources renouvelables. Acciona Energia est cotée à la Bourse de Madrid depuis juillet 2021, suite à la scission de la branche énergie renouvelable d'Acciona. La société emploie près de 1 800 collaborateurs dans le monde.

Activités :

Acciona Energia disposait à fin 2021 d'une capacité installée totale d'environ 11,2 GW. Son portefeuille comprend un large éventail de technologies d'énergies renouvelables, principalement l'éolien terrestre (78 % de la capacité installée totale), le solaire photovoltaïque (13 %), l'hydroélectricité (8 %), le solde correspondant au solaire thermique (« CSP ») et à la biomasse. Les actifs d'énergie renouvelables du groupe lui ont permis de générer 24,5 TWh d'électricité en 2021, soit l'équivalent de la consommation d'électricité d'environ 7,6 millions de foyers. Grâce à un pipeline diversifié de projets en phase de construction ou pré-construction, le groupe dispose d'un potentiel de croissance visible au cours des prochaines années et cible 20 GW de capacité installée totale d'ici 2025. En outre, les opportunités supplémentaires de développements au-delà de 2025 soutiennent son objectif de plus de 30 GW de capacité installée d'ici 2030.

Principales activités :

- ▶ **Energie éolienne** (78 % de la capacité installée à fin 2021)³⁹
- ▶ **Energie solaire photovoltaïque** (13 %)
- ▶ **Hydroélectricité** (8 %)
- ▶ **Centrales à biomasse et centrales solaires thermiques à concentration** (1 %)

« Notre ambition a toujours été, et reste, de mener la lutte contre l'urgence climatique, pour laquelle nous nous appuyerons à la fois sur nos technologies existantes et de nouvelles solutions, telles que l'hydrogène vert, la recharge des véhicules électriques, les technologies flottantes et l'efficacité énergétique, qui représentent une avancée considérable dans la transition durable de l'économie. » (Source : Acciona Energía 2021)

Chiffres-clés

- ▶ Capacité installée : **11,2 GW** à fin 2021
- ▶ Objectifs : **20 GW** en 2025, **>30 GW** en 2030
- ▶ Chiffre d'affaires 2021 : **2 472 millions d'euros**

Source : Acciona Energia, 2021

36. Source : EDPR

37. <https://www.edpr.com/en/edpr/our-business/our-industry>

38. Titre présent dans les portefeuilles des stratégies Mirova Europe Environmental Equity et Mirova Global Environmental Equity.

39. Source : https://www.acciona-energia.com/activity-areas/?_adin=02021864894

LES VALEURS MENTIONNÉES DANS CET ARTICLE LE SONT À TITRE ILLUSTRATIF UNIQUEMENT ET NE CONSTITUENT EN AUCUN CAS UN CONSEIL EN INVESTISSEMENT, UNE RECOMMANDATION OU UNE SOLlicitation D'ACHAT OU DE VENTE. LES INFORMATIONS FOURNIES REFLÈTENT L'OPINION DE MIROVA À LA DATE DE CE DOCUMENT ET SONT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MODIFIÉES SANS PRÉAVIS.

Informations légales

À propos de Mirova

Cette présentation est un document non contractuel à caractère purement informatif. Ces informations sont destinées exclusivement à une clientèle de non professionnels et de professionnels au sens de la directive MIF. Si tel n'est pas le cas et si vous recevez ce Document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à Mirova.

La stratégie Mirova Europe Environmental Equity est exposée aux risques suivants : la perte de capital, les titres de participation, les sociétés de petite, moyenne et grande capitalisation, les taux de change, les investissements ESG, la concentration géographique, la concentration du portefeuille, et le risque en matière de durabilité.

La stratégie Mirova Global Environmental Equity est exposée aux risques suivants : la perte de capital, les titres de participation, les investissements mondiaux, les marchés émergents, les investissements axés sur l'ESG, les sociétés de petite, moyenne et grande capitalisation, les taux de change, la concentration du portefeuille, les changements de lois et / ou régimes fiscaux, les instruments financiers dérivés, le risque de contrepartie, et le risque en matière de durabilité.

Ces stratégies peuvent faire l'objet de restrictions à l'égard de certaines personnes ou dans certains pays en vertu des réglementations nationales applicables à ces personnes ou dans ces pays. Il appartient donc à chaque investisseur de s'assurer qu'il est autorisé à investir dans ces stratégies. Ce placement permet de profiter du potentiel de performance des marchés financiers en contrepartie d'une certaine prise de risque. Le capital investi et les performances ne sont pas garantis et il existe un risque de perte en capital.

Votre argent est investi dans des instruments financiers sélectionnés par MIROVA. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés financiers.

L'échelle (le profil) de risque et de rendement est un indicateur noté de 1 à 7 et correspond à des niveaux de risques et de rendements croissants. Il résulte d'une méthodologie réglementaire basée sur la volatilité annualisée, calculée sur 5 ans. Contrôlé périodiquement, l'indicateur peut évoluer.

Par ailleurs, les performances passées ne constituent en aucun cas une garantie ou un indicateur fiable de la performance actuelle ou future. Les performances sont calculées nettes de frais de gestion et de fonctionnement incluant des commissions et des droits de garde.

Conformément à la réglementation en vigueur, le client peut recevoir, sur simple demande de sa part, des précisions sur les rémunérations relatives à la commercialisation du présent produit.

Selon la législation en vigueur, le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque client.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ces stratégies dépend de la situation personnelle de chaque porteur. Pour le déterminer, chaque porteur devra tenir compte de son patrimoine personnel, de la réglementation qui lui est applicable, de ses besoins actuels et futurs sur l'horizon de placement recommandé mais également du niveau de risque auquel il souhaite s'exposer.

Il est fortement recommandé de diversifier suffisamment son patrimoine afin de ne pas l'exposer uniquement aux seuls risques de ce fonds. Il est recommandé à toute personne désireuse de souscrire des parts du fonds de contacter son conseiller habituel, préalablement à la souscription pour bénéficier d'une information ou d'un conseil adapté à sa situation personnelle.

Cette présentation est un document non contractuel à caractère purement informatif.

Cette présentation et son contenu ne constituent pas une invitation, un conseil ou une recommandation de souscrire, acquérir ou céder des parts émises ou à émettre par les fonds gérés par la société de gestion Mirova. Les services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique d'un destinataire en particulier. Mirova ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans cette présentation et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement. En tout état de cause, il vous appartient de consulter le règlement du fonds et de recueillir les avis internes et externes que vous estimez nécessaires ou souhaitables, y compris de la part de juristes, fiscalistes, comptables, conseillers financiers, ou tous autres spécialistes, pour vérifier notamment l'adéquation de l'investissement qui vous est présenté avec vos objectifs et vos contraintes et pour procéder à une évaluation indépendante de cet investissement afin d'en apprécier les mérites et les facteurs de risques.

L'information contenue dans ce document est fondée sur les circonstances, intentions et orientations actuelles et peuvent être amenées à être modifiées. Bien que Mirova ait pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier que les informations contenues dans cette présentation sont issues de sources fiables, plusieurs de ces informations sont issues de sources publiques et/ou ont été fournies ou préparées par des tiers. Mirova ne porte aucune responsabilité concernant les descriptions et résumés figurant dans ce document. Mirova ne s'engage en aucune manière à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité de l'information mentionnée ou induite dans ce document ou toute autre information fournie en rapport avec le fonds. Les destinataires doivent en outre noter que cette présentation contient des informations prospectives, délivrées à la date de cette présentation. Mirova ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser toute information prospective, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison. Toutes les informations financières notamment sur les prix, marges ou rentabilités sont indicatives et sont susceptibles d'évolution à tout moment, notamment en fonction des conditions de marché. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment, sans préavis.

Les informations contenues dans ce document sont la propriété de Mirova. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord

préalable et écrit de Mirova. De même, toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'accord préalable et écrit de Mirova. La distribution, possession ou la remise de cette présentation dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer.

La politique de vote et d'engagement de Mirova ainsi que les codes de transparence sont disponibles sur son site Web : www.mirova.com.

Document non contractuel, rédigé en mai 2022

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

Pour obtenir un résumé des droits des investisseurs dans la langue officielle de votre juridiction, veuillez consulter la section de documentation légale du site web (im.natixis.com/intl/intl-fund-documents)

En France : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International - Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social: 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Belgique : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A., Belgian Branch, Gare Maritime, Rue Picard 7, Bte 100, 1000 Bruxelles, Belgique

En Suisse : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sàrl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.

Natixis investment managers peut décider de cesser la commercialisation de ce fonds conformément à la législation applicable.

MIROVA

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris n°394 648 216 - Agrément AMF n° GP 02-014
59, Avenue Pierre Mendès France – 75013 - Paris
Mirova est un affilié de Natixis Investment Managers.

NATIXIS INVESTMENT MANAGERS

Société anonyme
RCS Paris 453 952 681
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 – Paris
Natixis Investment Managers est une filiale de Natixis.

NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris 329450738 Agrément AMF n° GP 90-009
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 – Paris
Natixis Investment Managers International est un affilié de
Natixis Investment Managers.